(1)
(N° 130)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES POUR L'EXERCICE 1922 (1).

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 18 mars 1922.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un amendement que M. le Ministre des Affaires Étrangères propose d'apporter au projet de Budget de son Département pour l'exercice 1922.

Ensuite de cet amendement, le dit projet de Budget s'élèvera :

Pour les dépenses ordinaires, à fr.	20,411,167 50
Pour les dépenses exceptionnelles, à	5,715,000 »
ENSEMBLE. fr.	<u>26,126,167 50</u>

Agrérez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

(1) Budget n° 24 - IV.
Rapport, n° 121.

AMENDEMENT.**Deuxième Section.
Dépenses exceptionnelles.****CHAPITRE IX.****Services divers.**

ART. 34 (nouveau). — *Avances pour compte des Puissances signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye, du 10 septembre 1919, sur le régime des spiritueux en Afrique, de tout ou partie des dépenses du Bureau central international, institué par l'article 7 de la dite Convention.* . . . fr. 25,000 »

**Twoede Sectie.
Uitzonderlijke uitgaven.****HOOFDSTUK IX.****Verscheidene diensten.**

ART. 34 (nieuw). — *Voorschotten voor rekening der Mogendheden onder-teekenaars van de Overeenkomst van Saint-Germain-en-Laye, van 10 September 1919, omtrent de regeling van toepassing op de sterke dranken in Afrika, voor de gezamenlijke of gedeeltelijke uitgaven van het Internationaal Hoofdbureau ingesteld door artikel 7 van gezegde Overeenkomst.* fr. 25,000 »

NOTE.

La Convention de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 a stipulé; par son article 7, la création d'un Bureau central international, placé sous l'autorité de la Société des Nations, et ayant pour mission de recueillir et de conserver les documents de toute nature concernant l'importation et la fabrication des spiritueux en Afrique dans les conditions visées par cette Convention.

Le Conseil de la Société des Nations a décidé de fixer provisoirement à Bruxelles le siège de ce Bureau international et de confier la mission dont il a été chargé à l'ancien Bureau de la Répression de la Traite qui, en fait, est dissous depuis le 4 août 1914. Le Gouvernement belge ayant accepté cette proposition, le crédit de 25,000 francs sollicité servirait à couvrir les frais de bureau et de correspondance, ainsi que les frais de traduction et d'impression des documents à publier au cours de l'exercice 1922. Le crédit serait ouvert à titre d'avances, comme l'indique son libellé, et serait remboursé au Trésor au moyen des quotes-parts des puissances signataires et adhérentes. La Belgique devra participer à ces frais par un chiffre égal à celui de ses cocontractants. Par la suite, il sera prévu au Budget annuel du Ministère des Affaires Étrangères un crédit représentant la quote-part de la Belgique.